



LOGEMENT SOCIAL COMMUNAUTAIRE

NOTES DE LA 3^e RÉUNION – 30 OCTOBRE 2012

Présences :

Claude Dahl, CRÉ de la Côte-Nord
 France Fradette, Comité régional en développement social Centre-du-Québec
 Flavio Gavidia, CRÉ de la Capitale-Nationale
 Chantal Lalonde, Table des partenaires en développement social de Lanaudière
 Geneviève Legruiec, Table des partenaires en développement social de Lanaudière
 Josie Mongrain, CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue
 Denise Robitaille, Le Galop de Lanaudière
 Dominique Simard, Comité régional de développement social de la Jamésie
 Jean-François Tapp, Réseau des partenaires en développement social de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine
 Pascale Vincelette, CRÉ de la Montérégie-Est
 Christiane Lussier, Réseau québécois de développement social

Absences :

Jude Brousseau, CRÉ de la Côte-Nord
 Laura-kim Dumesnil, Consortium en développement social de la Mauricie
 Normand Godon, Conseil régional en développement social des Laurentides

1-Accueil et présentation des participants

Christiane Lussier présente ses excuses pour les difficultés techniques éprouvées lors de la réunion du 9 octobre dernier. Elle souligne la présence de 2 nouveaux participants dans le groupe de travail: Jean-François Tapp de la région Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine et France Fradette, de la région Centre-du-Québec. Elle lit la proposition d'ordre du jour. France Fradette demande d'ajouter au point « Autres affaires » la vérification de la participation des régions aux consultations du FRAPRU.

2- Retour sur les faits saillants des 2 réunions précédentes

Lors de la réunion du 28 mars 2012, les participants ont identifié 4 problématiques qui leur sont communes :

1. Insuffisance de fonds au programme Accès-Logis
2. Insuffisance du nombre d'unités allouées annuellement par la SHQ
3. Contribution réelle exigée du milieu trop élevée
4. Obstacles liés à certains types de clientèle

À la réunion suivante du 19 avril 2012, ils ont convenu de 3 actions concertées :

1. Documenter l'information disponible des membres à l'aide d'une boîte Dropbox

2. Promouvoir le logement social communautaire : argumentaire, outils, recherche avec des partenaires analysant les conditions de réussite
3. Échanger sur les pratiques de concertation

De plus, lors de l'activité printanière du RQDS, le directeur de la TNCDC a demandé la collaboration des représentants des démarches régionales de développement social pour alimenter le Groupe des partenaires pour la solidarité (GPS) au sujet des problématiques du logement social communautaire.

3-Action 1 : Documenter l'information disponible

Une boîte Dropbox « Logement social » a été créée en juin dernier et permet aux participants d'ajouter leur documentation et de visualiser les documents déposés par les autres participants. La boîte contient des guides d'implantation et de rénovation, des portraits régionaux, des recherches, des plans d'action, d'affaires ou de développement, des éléments d'argumentaire, etc. Le lien Dropbox sera transmis aux nouveaux participants.

Une telle plateforme d'échanges d'information pourrait aussi être créée dans chaque région. Il reste cependant à savoir si des partenaires gouvernementaux pourraient y accéder.

Comme autre moyen de partage, on identifie aussi des rencontres avec des thématiques ciblées, afin d'échanger de l'information privilégiée.

4- Action 2 : Promouvoir le logement social communautaire

À la réunion d'avril, un besoin de documenter et analyser des réussites en logement social communautaire avait été exprimé. Il avait été également souhaité que le RQDS s'associe à d'autres organisations nationales pour mener cette recherche.

Le RQDS a donc convoqué 4 autres organisations (AGRTQ, Chantier ÉS, RQRI et TNCDC) à une réunion le 1^{er} novembre prochain, pour explorer la pertinence d'une telle recherche et la structurer. Afin d'alimenter le contenu de cette rencontre nationale, le RQDS souhaite préciser avec les membres du groupe interrégional les angles à donner à la recherche.

Les participants conviennent de 2 angles:

1. L'angle de la valorisation du logement social communautaire, notamment :
 - Développer un argumentaire pour contrer les préjugés (sensibilisation face aux clientèles, apport économique de l'achat local, etc.) et valoriser ce type d'habitat en tant que partie intégrante d'un ensemble d'habitations diversifiées (logements privés, condos, maisons unifamiliales ou en rangées)
 - Documenter l'évolution des mentalités chez les locataires et les exemples d'actions en soutien à la cohabitation sociale ou à l'éducation à la solidarité. Cet aspect de l'accompagnement social permettrait d'agir ensuite sur les préjugés.
2. L'angle des conditions gagnantes pour 3 types différents de réalités vécues : les zones urbaines, les zones semi-urbaines (ou de banlieue) et les milieux ruraux, éloignés ou non.

Il est également souhaité que la SHQ et l'UMO soient impliqués dans la recherche, en tant que partenaires et bailleurs de fonds. Il est aussi exprimé que cette recherche soit associée de près aux régions.

5- Action 3 : Échanger sur les pratiques de concertation

Les participants conviennent d'échanger sur les pratiques de concertation lors de la réunion du 12 novembre à Québec.

6- Action 4 : Alimenter le GPS

Denis McKinnon de la TNCDC a demandé des exemples de difficultés éprouvées dans la mise en œuvre de logements sociaux communautaires, pouvant alimenter le GPS dans son rôle de recommandation auprès de la Ministre Maltais, responsable du PAGSIS.

Comme l'action vise à influencer des politiques nationales, les participants s'entendent sur le fait de fournir des exemples qui concernent les 4 problématiques communes identifiées. La Côte-Nord a déjà transmis des chiffres illustrant les contributions du milieu élevées. Le Centre-du-Québec transmettra des données sur la contribution du milieu et sur l'insuffisance du nombre d'unités allouées annuellement. La Jamésie fournira des faits sur les types de clientèles. Les autres régions vérifieront les exemples possibles.

7- Autres affaires

- Point d'information :
Le Comité logement Centre-du-Québec a déposé dernièrement les résultats de la phase II de ses travaux sur le logement, soit les besoins ainsi que 6 recommandations convenues par les MRC en termes de logement, à la suite de rencontres visant à remobiliser les acteurs et les décideurs sur la question.
- Participation des régions aux consultations du FRAPRU :
Le FRAPRU tient présentement une Commission populaire sur le logement social. La formule utilisée est celle de témoignages alternant individus et organisations. Le Comité logement Centre-du-Québec y a présenté les 6 recommandations émanant de la phase II de ses travaux sur le logement, alors que les résultats d'une enquête sur les besoins en logement menée par le Forum Jeunesse auprès des jeunes de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine y ont été déposés.

8- Date de la prochaine réunion

La prochaine réunion se tiendra en marge de l'activité d'automne du RQDS, le 12 novembre 2012, à Québec, de 19h-21h.